Le 03-03-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Michèle Dessenne, présidente du Pardem

Le 7 mars, une belle et grande journée de mobilisation record en grévistes et en manifestants. C’est évidemment ce que nous appelons à réussir, partout en France.

D’ores et déjà certains syndicats ont appelé à des grèves reconductibles. Et c’est tant mieux. Car il faudra de la détermination, de la persévérance et un l’engagement sans faille pour faire plier Macron qui, en général, n’a que faire des mobilisations sociales. Tant que le cœur de ses préoccupations n’est pas atteint, c’est-à-dire la promotion des intérêts des classes dominantes, de leurs banques, de leurs multinationales et de leurs amis proches, au pouvoir notamment, le gouvernement ne cèdera pas. Non seulement il veut sauver la face en démontrant qu’il tient le peuple français sous son joug avec l’objectif que ne subsiste dans la société aucune velléité de changement, mais il lui faut aussi, et sans doute d’abord, assurer l’Union européenne de la vassalité du pays France. N’oublions pas au passage de rappeler que la Commission européenne harcèle la France pour qu’elle en finisse avec toutes nos protections sociales. Au service de l'UE et des néolibéraux, les gouvernements successifs (de droite comme de gauche) ont réussi à fissurer notre système de Sécurité sociale « à la française ». L'UE trépigne depuis des décennies et fait pression par tous les moyens : directives, recommandations insistantes et réitérées (les GOPE), pour que de nouvelles contre réformes sociales soient mises en œuvre par le gouvernement. Il est vrai que précariser les salariés est la clé d’une réussite du projet néolibéral (dont nous ne cessons de rappeler qu’il est la phase actuelle du capitalisme nommée mondialisation). En fissurant et cassant, morceau par morceau, la protection sociale française, le salariat, déjà étranglé par l’inflation galopante parce que les salaires ne suivent pas, sera condamné à mal vivre la vieillesse, les plus exposés par les travaux pénibles risquant eux de vivre moins longtemps avec l’obligation de travailler jusqu’à 64 ans… Et ceux qui en auront les moyens s’assureront auprès du secteur privé, des fonds de pensions vautours…

Alors oui, après le 7 mars la force populaire doit reprendre la main pour que la peur change de camp.

Car les grandes manœuvres antisociales et antidémocratiques ont déjà engendré trop de dégâts !

La France, pays agricole n’assure plus sa souveraineté alimentaire. La France, pays industrialisé, a été privée de ses usines en toutes matières : énergie, sidérurgie, métallurgie, automobile, vestiments, pharmacie, etc. La France a été placée sous contrôle du capital mondialisé et de l'euro monnaie unique.

Quand on parle de la France, on parle de sa nation, de son peuple, des artisans, des petits commerçants, des petits agriculteurs, des salariés qui sont les forces vives de la production de richesses. Et c’est bien cette force-là qui est dans le viseur des néolibéraux depuis des décennies. Ils veulent mettre notre pays résistant à genoux, l'amener à quémander son énergie, son blé, son outillage, son poulet, ses œufs et même ses médicaments ! Les privés d'emploi sont désormais soumis à une variation de leurs indemnités en fonction du "marché de l'emploi". La pauvreté explose. La recherche publique est exsangue, l'éducation nationale est martyrisée, l’hôpital public foudroyé … L’indépendance de la France n’est plus qu’un leurre. Ceux et celles qui en paient le prix fort sont les salariés, les étudiants, les femmes, les agents publics, les fonctionnaires, les artisans, les paysans, les petits commerçants et tous les "uberisés" !

Alors comment en sommes-nous arrivés là ? La question est dans toutes les têtes !

C’est bien sûr cette question qu’il est indispensable de traiter, de débattre pour passer à une nouvelle étape au-delà de la réforme des retraites. Non seulement il est crucial de récupérer les droits sociaux confisqués depuis 30 à 40 ans mais aussi de regagner tous les espaces de la République.

Pour briser la spirale de la déchéance organisée de la France et de son peuple, attaquons-nous aux racines du mal qui ronge le pays et ses citoyens. Ces racines elles sont là, sous nos yeux. Pourtant trop nombreux encore sont ceux qui détournent le regard par résignation ou encore parce que cela suppose un travail collectif qui paraît etre une montagne infranchissable.
Et pourtant.. ce courage qui semble manquer pour donner jour à une nouvelle république, souveraine, sociale, laïque, fondée sur une nouvelle constitution, de nouveaux droits sociaux et environnementaux, pour changer le travail, pour conquérir une démocratie vivante impliquant chacun et chacune, ce courage nous le portons en nous, par notre histoire, par notre envie de solidarité, par la capacité du peuple à faire « politique ». Un courage qui a toujours propulsé hommes et femmes pour oser refuser fatalité et injustice.

Nous avons, ensemble, les clés ouvrant la porte à un changement radical de régime pour instituer de nouvelles règles communes nous libérant du guet-apens néolibéral.

Alors oui, après le 7 mars, la grève et les manifestations, mais aussi les comités de quartier et d'entreprises, les comités « constituants », l'engagement collectif sous toutes les formes en lien avec les autres, coordonnés pour coopérer et faire cause commune.
Il fut un temps où des slogans fleurissaient « L'imagination au pouvoir », « Soyons réalistes, demandons l'impossible » ou encore « Sous les pavés la plage ». Aujourd'hui « Courage, même pas peur » ! Imaginons, discutons, réunissons-nous, pensons l'avenir comme nous voudrions qu'il soit et créons les outils de nos victoires à venir.

Après le 7 mars, une autre France est possible, si nous en construisons les bases. N'oublions jamais que c'est le peuple qui est souverain !

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire